

Le «respect» selon Zara en question Glencore encore épinglée

Travail ► En magasin, un pullover de la marque Zara affiche un slogan en anglais: «R-E-S-P-E-C-T: découvre ce que cela veut dire pour moi», en référence à la chanson d'Aretha Franklin. L'ONG suisse Public Eye a pris la firme au mot et a réalisé une enquête sur les conditions de production de ce vêtement pour femme de la collection «joint life» de Zara, la ligne modèle de la firme espagnole Inditex en matière de durabilité.

Or de la parole aux actes, il y a parfois tout un monde. «Salaires de misère, horaires excessifs, contrats précaires» seraient le lot de très nombreuses couturières employées par des fournisseurs d'Inditex pour la confection de ce pull à capuche en Turquie. «Les ouvriers et ouvrières gagnent entre 2000 et 2500 liras turques par mois (340 à 420 francs), soit un tiers environ du salaire vital estimé

par la Campagne Clean Clothes», précise le communiqué de Public Eye. Dans l'une des deux fabriques qui produisent ce vêtement, une partie de la main-d'œuvre serait par ailleurs engagée sur la base de contrats journaliers, rendant toute stabilité impossible pour les travailleuses. Enfin, le personnel y effectuerait douze heures de travail de nuit d'affilée, une pratique contraire tant au code de conduite d'Inditex qu'à la loi turque, qui limite le travail nocturne à sept heures et demie.

Pour Public Eye, la responsabilité d'Inditex est clairement engagée, en raison de la «pression massive» qu'elle exercerait sur les prix: «L'usine chargée de la confection des 20 000 pulls – vendus 45,90 francs – n'a reçu que 9 liras turques par pièce (1,77 francs). Pour s'en sortir, les propriétaires des usines sont contraints de payer leur person-

nel moins qu'ils ne le devraient, ou de le faire travailler plus», assure Public Eye. Selon ses estimations, Inditex gagne deux fois plus par article que toutes les personnes impliquées dans la chaîne de production, cultivateurs de coton indiens compris. De quoi afficher un bénéfice net de plus de 3,4 milliards d'euros (2018).

Contactée par *Le Courrier*, Inditex affirme que les chiffres donnés par Public Eye sont incorrects. «Les travailleurs de ces usines touchent des salaires plus élevés que ceux mentionnés», indique-t-elle, sans toutefois préciser de montants. «Notre entreprise est engagée dans la promotion d'un salaire vital, qui est un des points clés de notre code de conduite», avant de mentionner qu'elle a aussi conclu un partenariat avec le syndicat international Industriall. **CKR**

Mines ► «Les conséquences de l'empoisonnement au plomb dans les environs de la mine sont particulièrement graves pour les enfants: anémie, handicaps et paralysies.» Ecœurée par le sort réservé à une partie des quelque 70 000 personnes vivant dans la ville riveraine de Cerro de Pasco, au Pérou, l'association Initiative multinationales responsables a lancé en Suisse cette semaine une lettre de protestation publique¹ adressée à Glencore. La firme domiciliée en Suisse y contrôle désormais la société Volcan, l'un des plus gros producteurs mondiaux de zinc, de plomb et d'argent.

«La mine entraîne une pollution de l'environnement extrême en raison du plomb, de l'arsenic et de nombreux autres métaux lourds. L'air, les sols, l'eau, tout est contaminé», assure l'association. Elle s'appuie sur des études réalisées par les ONG Source International et Center for Climate Crime Analysis. «La ville de Cerro de Pasco est l'un des endroits les plus pollués sur terre», lit-on sur le site de Source International. Pour en témoigner, la chaîne britannique BBC a réalisé un reportage sur place en 2018².

Dans la région, 2000 enfants présenteraient une intoxication chronique aux métaux lourds. En 2017, nombre de parents sont allés camper devant le Ministère de la santé pour obtenir des

mesures concrètes. En réponse, le gouvernement a décrété l'état d'urgence dans la région. Mais cela n'a pas changé la donne. L'association Initiative multinationales responsables a interrogé sur place Wilmar Cosme, le directeur de l'organisation locale Centro Labor: «Nous n'avons aucune information de la part de la mine, nous ne savons même pas où passent les galeries souterraines. Il y a toujours de nouvelles fissures dans nos maisons, il arrive même qu'elles s'écroulent. Nous aimerions savoir ce que Volcan-Glencore a l'intention de faire à Cerro de Pasco, si les pollutions vont être assainies et si la mine continuera d'être exploitée.»

Contactée par *Le Courrier*, Glencore n'a pas répondu à nos questions. «La multinationale affirme que cette pollution fait partie de l'histoire du site et qu'elle ne viole désormais plus aucun standard environnemental», indique l'association suisse. Mais cette dernière souligne que la situation ne s'est pas améliorée: «Une analyse en laboratoire de cheveux d'enfants démontre que la teneur en plomb a continué d'augmenter ces dernières années.» **CKR**

¹initiative-multinationales.ch/glencore-lettre-de-protestation/
²bbc.com/news/health-44458102

Depuis bientôt quatre ans, Studio Kalangou offre un programme de radio novateur qui fait la part belle aux droits des femmes au Niger, dans le contexte des conflits qui minent le Sahel

Les ondes bousculent les traditions

CHRISTOPHE KOESSLER

Niger ► «Studio Kalangou est le premier média à faire de l'«info de sociale» au Niger. Jusqu' alors on parlait de scoops politiques mais jamais du quotidien, de l'accès à l'eau potable, du besoin des femmes de disposer d'un moulin, etc.». De passage à Genève, la journaliste nigérienne Amina Niandou ne tarit pas d'éloges sur ce programme radio quotidien de deux heures qui propose depuis 2016 des informations et des émissions en cinq langues locales, dont le français.

Ce projet est le fruit d'un partenariat entre la Fondation Hironnelle, basée à Lausanne, le Réseau des radios communautaires du Niger et l'Association des promoteurs de radios et télévisions privées du Niger. Diffusé sur 41 radios partenaires dans tout le pays, ce programme vise à faire dialoguer les différentes composantes d'une société minée par la pauvreté, les problèmes de gouvernance et les conflits de la région du Sahel. Potentiellement, ces messages radiophoniques peuvent être écoutés par plus de la moitié de la population du Niger, où environ 90% des ruraux n'ont accès ni à la presse, ni à internet et ses réseaux sociaux.

Émanciper en libérant la parole

Les émissions de Studio Kalangou ont aussi pour objectif de favoriser le respect des droits des femmes et leur *empowerment*, leur émancipation. Une mission à laquelle collabore Amina Niandou en sa qualité de présidente de l'Association des professionnelles africaines de la communication du Niger. «Nous avons élaboré une série de dix émissions sur l'histoire de la participation des femmes en politique au Niger. D'autres forums abordent des questions comme le mariage des enfants [une pratique courante], l'accès



Une journaliste de Studio Kalangou, le programme radio créé par la Fondation Hironnelle, en reportage à Niamey.

OLLIVIER GIRARD / FONDATION HIRONDELLE

des femmes à l'entrepreneuriat et la vétusté de la loi des quotas au Niger», explique la journaliste.

Ces espaces d'expression lui semblent cruciaux dans un pays qui connaît des évolutions rapides: «La population compte 56% de femmes au Niger, mais elles sont encore largement exclues des sphères décisionnelles. Notre ministre de la Promotion de la femme a proposé récemment que les quotas aux postes électifs passent de 15 à 25%. Un décret a aussi été adopté en 2017 pour favoriser la scolarité

des filles, qui reste négligée. Nous attendons cependant toujours des mesures d'accompagnement pour une mise en œuvre effective», indique-t-elle.

Des résultats tangibles?

Des émissions de radio peuvent-elles vraiment favoriser ce processus? Une chercheuse du Département en journalisme de l'université de Sheffield (Angleterre), Emma Heywood, a voulu en avoir le cœur net et a réalisé une étude au Niger sur l'impact du programme Studio Kalan-

gou sur la perception des questions liées aux droits des femmes. «Nous avons formé des petits groupes d'auditeurs – une centaine en tout – et analysé leurs connaissances et comportements avant et après avoir écouté des émissions. Les données récoltées démontrent une amélioration générale des attitudes des participants et une prise de conscience spécifique du sujet et des thèmes abordés», assure la spécialiste.

L'universitaire note cependant que les émissions gagnent

à s'inscrire encore davantage dans la vie quotidienne des auditeurs, «de se situer à un niveau plus personnel, plus micro, les questions de politique institutionnelle ne touchent pas la majorité des femmes». Les expériences personnelles sont particulièrement écoutées: «Lorsqu'il était question du mariage des jeunes filles mineures par exemple, on a remarqué qu'inclure les témoignages des papas permettait aux auditeurs hommes de s'identifier à eux, et donc de mieux faire passer le

message», relève M^{me} Heywood. Et Nicolas Boissez, délégué à la communication de la Fondation Hironnelle, de préciser: «Notre but n'est pas de stigmatiser certains comportements mais de faire dialoguer. Certains pères de famille viennent défendre le mariage des mineures dans le cadre d'un débat contradictoire. Cela permet de déconstruire encore mieux les discours.»

Femmes actrices dans les conflits

Emma Heywood souligne cependant que trop de sujets traités par Studio Kalangou ne concernent que la capitale, Niamey, et que la parole des femmes est encore largement sous-représentée dans les émissions, même dans les programmes consacrés aux thématiques genre. «Les présentateurs masculins y apparaissent sur 16% de l'ensemble des programmes, mais leurs interventions représentent, en moyenne, 38% de la durée totale d'antenne», détaille l'étude.

Autre thème délicat pour Studio Kalangou, qui touche encore de plus près les préoccupations de la Fondation Hironnelle: le rôle des femmes dans la résolution des conflits. «Les femmes doivent être impliquées, explique Amina Niandou, en général elle ne sont perçues que comme des victimes, alors qu'elles sont partie prenante. Ce sont leurs propres enfants qui partent au front.» Pour elle, il faut sensibiliser les mères si l'on veut dissuader les jeunes de délaisser le village pour rejoindre les rangs de Boko Haram. «Les femmes sont de surcroît des médiatrices dans nos sociétés traditionnelles, ce rôle peut être exploité pour pacifier», continue la journaliste.

Studio Kalangou fera-t-il la différence? «Les changements de mentalité se produisent toujours à pas de tortue, mais ils sont déjà appréciables», conclut Amina Niandou. **I**